

## **V - La formation professionnelle**

### **B) 2ème partie**

**1968**

# Sommaire

---

	Page :
1. LES CONSIDERATIONS GENERALES . . . . .	115
11. L'introduction . . . . .	115
12. L'école moyenne préparatoire . . . . .	118
13. La formation professionnelle . . . . .	119
14. Le perfectionnement professionnel . . . . .	120
141. L'enseignement de plein exercice dispensé par l'école technique . . . . .	120
142. L'enseignement préparant à l'examen de maîtrise . . . .	120
143. Un enseignement de perfectionnement assurant une formation plus large . . . . .	121
144. Un enseignement de perfectionnement sanctionné par le brevet professionnel . . . . .	121
2. L'ANALYSE DE L'AVANT-PROJET GOUVERNEMENTAL . . . . .	121
3. LES CONCLUSIONS . . . . .	125
Annexe . . . . .	127

## 1. LES CONSIDERATIONS GENERALES

### 11. L'introduction

Il a été souligné dans la première partie de notre avis que plus de la moitié des élèves admis à l'enseignement secondaire abandonnent leurs études sans avoir obtenu le diplôme de fin d'études secondaires.

Il est indéniable que cet état des choses entraîne de graves préjudices tant pour l'avenir de ces jeunes que pour l'évolution rationnelle du potentiel de notre population active.

Dans le passé, beaucoup de ces jeunes ont été chargés essentiellement de travaux commerciaux ou administratifs sans avoir reçu une formation adéquate. Ainsi, devaient-ils le plus souvent assumer des fonctions subalternes. Or, avec la concentration croissante des entreprises, ces travaux dits „de petites mains“ sont exécutés de plus en plus par des machines appropriées, tandis que les besoins d'un personnel administratif qualifié deviennent toujours plus pressants.

Beaucoup de jeunes qui, à la suite de leur échec dans l'enseignement secondaire, se sont dirigés vers la formation professionnelle, n'ont pas réussi, pour des raisons psychologiques, à se réadapter et ont subi un nouvel échec dans cet enseignement.

Afin d'éviter à l'avenir ces échecs successifs, il y a lieu de prévoir une meilleure orientation scolaire et professionnelle. Selon certains membres du Conseil Economique et Social, ce but pourrait être atteint par le truchement d'un cycle d'orientation et de préparation préconisé par certaines organisations professionnelles et estudiantines et connu sous la dénomination de **Tronc Commun**.

Ce **Tronc Commun** consisterait en une école commune groupant tous les élèves de douze à quinze ans dans des établissements spéciaux et comprendrait :

- en première année un programme théorique et pratique rigoureusement identique ;
- en deuxième année une légère spécialisation orientée vers de grandes familles professionnelles en ajoutant à la partie commune des programmes des matières dites d'orientation ;
- en troisième année une répartition des élèves dans des classes préparant à des groupes d'études ou de formation déterminés (enseignement secondaire, administratif, commercial, industriel, artisanal, agricole, viticole et para-médical).

Les enseignants requis pour ce type d'école seraient à recruter parmi les corps enseignants de l'enseignement primaire, les moniteurs de l'enseignement professionnel ayant une bonne formation pédagogique, ainsi que parmi les professeurs de l'enseignement moyen et secondaire.

Ce type d'école aurait l'avantage de grouper des enseignants et des élèves de qualités et d'aptitudes très différentes et pourrait ainsi donner à ces jeunes une formation et un enseignement polyvalents, adaptés aux exigences physiques et mentales de l'adolescence, tout en garantissant une orientation efficace, qui serait facilitée par le fait qu'on éviterait l'effet psychologique négatif d'un éventuel changement d'établissement.

Le Conseil Economique et Social, tout en reconnaissant qu'une telle solution présenterait en principe certains avantages, est néanmoins conscient des difficultés pratiques qui découleraient de la réalisation de cette idée, surtout si celle-ci devait se faire en une seule étape. Pour ces raisons, et soucieux de sauvegarder le but fondamental, le Conseil Economique et Social fait les propositions suivantes (voir le schéma en annexe) :

111. L'admission à l'enseignement secondaire dès l'âge de douze ans devrait se faire sur la base d'une sélection plus rigoureuse et uniforme sur le plan national. Un service d'orientation scolaire efficace devrait aiguiller les élèves dès la cinquième et la sixième année primaire ou bien vers l'enseignement secondaire ou bien vers l'école moyenne préparatoire.

112. Une école moyenne préparatoire d'une durée de deux années, et ayant une direction autonome, serait à créer dans tous les centres importants du pays.

Cette école moyenne préparatoire ouvrirait trois voies distinctes aux élèves :

— Les vocations tardives et les éléments mal préparés à l'examen d'admission initial devraient avoir néanmoins accès aux études secondaires. L'entrée se ferait en cinquième par l'intermédiaire d'une passerelle constituée de classes d'accueil et de rattrapage.

— Une deuxième voie dirigerait les jeunes vers l'enseignement préparant aux carrières administratives et commerciales et comportant également la possibilité d'accès aux études universitaires y relatives.

Cette école professionnelle administrative et commerciale serait formée de cinq sections :

- Une section comportant un cycle normal de quatre années formant essentiellement les fonctionnaires de l'Etat et d'autres administrations connexes. Elle se substituerait à l'actuelle école moyenne.
- Une deuxième section, commerciale celle-là, de quatre années (proposée par le Conseil Economique et Social et la Chambre de Commerce, voir notre avis sur la „Formation Professionnelle“, Partie A, 1967), viserait plus particulièrement à la formation des cadres commerciaux. Une cinquième année de ces deux sections préparerait à d'éventuelles études supérieures.
- Une section reprenant les écoles de commerce de deux années existant actuellement dans le cadre de l'enseignement professionnel.
- Une section pour vendeurs(ses) et magasiniers remplaçant les classes de plein exercice du secteur professionnel.
- Une section „divers“ comprenant, selon les besoins, des classes spéciales pour préparer aux études de traducteurs, publicistes et journalistes.

— La troisième voie serait celle qui mènerait vers l'enseignement technique, artisanal, industriel, hôtelier, para-médical, agricole ou viticole.

La première année de cet enseignement devrait comprendre, outre la préformation hôtelière, para-médicale et agricole, des classes de plein exercice garantissant une formation de base polyvalente pour les branches professionnelles importantes (métaux, bois, électricité, alimentation, habillement et bâtiment). Cette énumération n'est pas limitative. D'autres professions non énumérées ci-dessus comme celles d'imprimeur, de relieur, d'opticien, de peintre, de photographe et de mécanicien-dentiste, devraient pouvoir être groupées selon leur affinité en vue de garantir aux intéressés une préformation adéquate. En plus, des classes d'enseignement complémentaire devraient être prévues pour les élèves ne poursuivant plus leurs études après l'obligation scolaire ou qui suivront, le cas

échéant, une formation les préparant comme ouvriers spécialisés dans l'industrie et dans l'artisanat.

## 12. L'école moyenne préparatoire

Afin d'être apte à remplir les deux buts essentiels, à savoir la mission de préparation et celle d'orientation scolaire et professionnelle, l'organisation de l'école moyenne préparatoire serait la suivante :

— Les élèves seraient admis après avoir réussi la sixième année de l'enseignement primaire.

— En première année, l'enseignement comprendrait les mêmes branches théoriques que celles qui sont prévues en septième de l'enseignement secondaire réformé, et où le latin et l'anglais ne figurent plus. Des tests décèleront, après une période de six semaines, ceux des élèves pour lesquels des méthodes pédagogiques spéciales seraient à appliquer, afin qu'ils puissent assimiler les connaissances élémentaires requises pour passer à l'enseignement secondaire.

De plus, ce programme devrait prévoir une gamme limitée de travaux manuels simples, afin d'orienter les élèves vers les trois voies prévues en deuxième année.

— En deuxième année, l'enseignement serait diversifié selon les programmes suivants :

- à la section prévue au schéma sub I, il serait appliqué un programme basé sur celui de la sixième année de l'enseignement secondaire ;
- les programmes sub II comprendraient en dehors des langues (française, allemande et anglaise) et de l'arithmétique des branches comme la sténographie et la dactylographie ;
- à la section sub III figurerait un programme de théorie générale combiné avec les nouvelles méthodes pédagogiques, telle que la méthode RAMAIN de Paris ou une méthode apparentée comme celle qui est appliquée dans les écoles techniques de la province de Liège, méthodes qui contribuent à développer toutes les aptitudes et capacités intellectuelles, caractérielles (surtout la concentration) et manuelles des jeunes.

Cet enseignement serait complété par des travaux manuels de préapprentissage comme ceux qui sont pratiqués à l'école professionnelle d'Esch-sur-Alzette, mais l'éventail en serait élargi et s'étendrait entre autres de l'ajustage, de la soudure, du travail des métaux en feuille, de la menuiserie et de la peinture, aux travaux en béton. Ces exercices ne devraient pas seulement constituer une

préformation professionnelle, mais permettre également une orientation professionnelle efficace.

Il est entendu que la direction de ces travaux manuels de la première et de la deuxième année devrait être confiée à des moniteurs ayant reçu une formation pédagogique et professionnelle appropriée et que les ateliers-écoles disposeront d'un personnel enseignant qualifié.

### 13. La formation professionnelle

Sans préjudice du rôle que les Chambres professionnelles sont appelées à jouer en la matière, la formation professionnelle proprement dite serait à confier :

- pour les cadres et les agents administratifs et commerciaux, à des écoles professionnelles administratives et commerciales telles que décrites à la page 117, sub 2ème tiret ;
- pour les ouvriers qualifiés et les cadres techniques de l'industrie et de l'artisanat, à des écoles professionnelles techniques et artisanales ou à des ateliers de formation dans les entreprises et à des cours concomitants dans les centres de formation professionnelle ;
- pour les agriculteurs, les viticulteurs, les hôteliers et les restaurateurs, à des sections spécialisées en la matière et attachées, soit aux centres de formation professionnelle, soit aux écoles professionnelles de plein exercice et portant sur trois années. La réussite aux examens de fin d'études de ces sections devrait donner droit à un certificat d'aptitude professionnelle en la matière qui serait équivalent aux certificats d'autres branches ;
- pour le personnel para-médical, à des sections spécialisées des centres de formation professionnelle.

Afin d'améliorer le rendement de l'enseignement professionnel pour l'ensemble des élèves qui sont passés par les cycles d'orientation et de préformation, le Conseil Economique et Social propose de créer des directions spécialisées par grandes branches professionnelles (commerce, métaux, électricité, bois, alimentation, habillement, para-médicale, agricole etc.) **compétentes pour l'ensemble des établissements du pays.**

Elles auront notamment comme tâche :

- l'amélioration et le perfectionnement de la formation du corps enseignant en tenant compte des expériences et des progrès réalisés dans ce domaine par nos partenaires de la C.E.E. ;
- l'élaboration et l'adaptation des programmes et des méthodes ;
- l'installation et l'aménagement des ateliers de formation.

Ces directions seraient assistées de comités consultatifs paritaires pour chaque branche principale.

#### **14. Le perfectionnement professionnel**

En dehors de la formation qui aboutit au CAP, il y aurait lieu de prévoir une formation de perfectionnement professionnel. Cet enseignement à large éventail comprendrait :

##### **141. L'enseignement de plein exercice dispensé par l'école technique**

Cette école devrait recruter ses élèves non seulement parmi les diplômés de l'Ecole des Arts et Métiers, mais également parmi les sortants de la classe de troisième de l'enseignement secondaire, parmi les détenteurs du certificat de fin d'études des écoles professionnelles administratives et commerciales et parmi les détenteurs du CAP. Elle formerait, soit des techniciens (dans un cycle portant sur deux années), soit des ingénieurs techniciens (dans un cycle portant sur quatre années). En outre, cette école préparerait, dans des classes spéciales, plus particulièrement les candidats qui poursuivront à l'étranger des études supérieures techniques.

##### **142. L'enseignement préparant à l'examen de maîtrise**

Cet enseignement qui est organisé actuellement sous la forme de cours du soir et du dimanche par la Chambre des Métiers, devrait être élargi en vue d'assurer aux candidats-patrons une formation pédagogique professionnelle.

A l'avenir, la formation des apprentis prendra une importance toute particulière. En effet, à la suite de la rapidité du progrès technique, il est nécessaire de former une main-d'oeuvre plus qualifiée que par le passé. Cette tâche ne saurait être menée à bonne fin que si les formateurs, qu'ils soient professeurs de l'enseignement professionnel ou qu'ils soient maîtres-patrons, disposent de connaissances suffisantes en pédagogie professionnelle.

Si les professeurs et les moniteurs de l'enseignement professionnel doivent parfaire leur formation à l'étranger — il en sera question dans l'analyse de l'avant-projet gouvernemental, page 122, sub chapitre 3, — les maîtres-patrons habilités à former des apprentis devraient acquérir ces connaissances dans l'enseignement préparant à l'examen de maîtrise. Cette formation plus poussée en pédagogie du maître-patron et l'application rigoureuse de la législation en vigueur sur l'apprentissage devraient garantir à l'avenir dans chaque profession, une formation à la fois générale et spéciale à l'apprenti.



#### **143. Un enseignement de perfectionnement assurant une formation plus large**

Cet enseignement qui se concrétise à l'heure actuelle dans une centaine de cours de perfectionnement organisés notamment par la Chambre des Métiers et également par l'Office luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité, devrait être étendu à toute la gamme des professions. L'inscription aux cours devrait être ouverte non seulement aux détenteurs de certificats et de diplômes, mais plus généralement à tous ceux qui désireront approfondir leurs connaissances professionnelles.

#### **144. Un enseignement de perfectionnement sanctionné par le brevet professionnel**

Enfin, il y aura lieu de prévoir à l'intention de l'ouvrier qualifié de l'industrie et de l'artisanat, un enseignement de perfectionnement sanctionné par le brevet professionnel. Les tâches qui incomberont à l'homme de demain exigeront de lui une haute qualification au départ. De plus, à la suite de l'accélération du progrès scientifique, les techniques et les méthodes propres à chaque profession changeront plus rapidement que par le passé. Il en résultera que l'ouvrier qualifié qui désire acquérir et conserver une haute qualification, devra s'adapter en permanence aux conditions nouvelles. La mobilité du travail exigera donc à l'avenir une formation permanente qu'il importerait d'organiser et de sanctionner dans une première étape par le brevet professionnel. Cet enseignement devrait être assis sur une organisation souple qui permettrait de donner dans ce cadre des cours de formation accélérée et de rééducation professionnelle.

## **2. L'ANALYSE DE L'AVANT-PROJET GOUVERNEMENTAL**

En fonction des considérations générales qui précèdent, il importerait de changer l'intitulé même de l'avant-projet puisqu'il ne s'agit plus dès lors d'une réforme de l'enseignement technique et professionnel, mais de la création d'une formation professionnelle préparant à l'exercice de toute la gamme de professions dont l'exercice n'exige généralement pas des études supérieures (Académies, Universités, Hautes Ecoles).

**Le chapitre 1**, définissant la mission de l'enseignement projeté, devrait comporter les mêmes modifications que l'intitulé.

**Au chapitre 2**, il faudrait prendre en considération la structure proposée au chapitre précédent de cet avis.

Aussi devrait-on prévoir la création d'écoles professionnelles administratives et commerciales du type proposé par le Conseil Economique et Social, ainsi que d'écoles professionnelles techniques et artisanales de plein exercice. En outre, la structure des centres de formation professionnelle existants devrait y être intégrée.

En conséquence il ne faudrait pas que **le chapitre 3** se borne aux conditions de recrutement et à la hiérarchie à prévoir pour le personnel des établissements d'enseignement technique et professionnel, mais qu'il s'étende également à celles du personnel enseignant dans les autres établissements proposés dans cet avis. Le recrutement de ce personnel se ferait donc en étroite collaboration entre les directions administratives des établissements et les directions spécialisées de branches prévues sub 13.

En ce qui concerne la formation des futurs professeurs de l'enseignement professionnel, il y aurait lieu de la réaliser avec le concours des instituts spécialisés de l'étranger à l'instar des propositions contenues dans l'avant-projet de loi portant réforme de la collation des grades et visant la formation des candidats-professeurs de l'enseignement secondaire. Ces instituts étrangers garantissent aux candidats notamment une formation pédagogique professionnelle différenciée selon les aspects propres à chaque profession. L'enseignement dispensé par ces instituts repose sur une longue expérience qu'une institution nationale ne saurait, au regard de l'étroitesse de notre territoire, avoir les moyens humains et financiers d'acquérir de sitôt.

Par ailleurs, il y aurait lieu de prévoir une formation parallèle pour les moniteurs des travaux pratiques de l'enseignement professionnel. Cette formation serait à mettre en oeuvre selon les mêmes critères appliqués en cette matière à l'étranger. Les candidats devraient s'assurer d'une part une formation professionnelle solide et d'autre part une pratique professionnelle s'étendant sur cinq ans. En outre, ils devraient avoir obtenu une formation pédagogique professionnelle spécialisée.

**Le chapitre 4** devrait traiter de l'organisation des études des différents établissements de formation.

A ce sujet, le Conseil Economique et Social fait les observations ci-après :

— En ce qui concerne les écoles professionnelles techniques et artisanales, l'école des Arts et Métiers pourrait servir d'exemple. Toutefois, il faudrait tenir compte des remarques avancées à ce sujet dans la première partie de notre avis, c'est-à-dire que ces

écoles devraient comprendre pour les deux dernières années deux sections distinctes :

- une section terminale préparant les élèves à l'entrée dans des entreprises artisanales et industrielles ;
- une autre les dirigeant vers l'école technique.

En outre, elles devraient comprendre des classes dans lesquelles l'art graphique est enseigné. Pour stimuler le travail des élèves au cours des travaux pratiques, il semble indispensable qu'une partie au moins de ces travaux soient productifs. Toutefois, afin que ces travaux puissent être réalisés dans les ateliers des écoles, il faudrait évidemment disposer d'un personnel enseignant plus nombreux et plus compétent (moniteurs et chefs-moniteurs).

— En ce qui concerne l'organisation des études dans les écoles professionnelles administratives et commerciales, il importerait de tenir compte des multiples buts de ces écoles et notamment des propositions faites dans la première partie de notre avis au sujet de l'école commerciale y décrite (voir page 117).

— L'organisation des études pour les professions agricole, viticole, hôtelière et para-médicale, devrait faire l'objet d'un chapitre spécial. Pour les professions hôtelière et para-médicale, on pourrait laisser en vigueur l'organisation existante à l'heure actuelle, tandis que celle concernant la formation agricole et viticole devrait être repensée du fait qu'elle devrait se grever sur les deux années de l'école moyenne préparatoire.

— L'organisation des études des centres professionnels devrait prévoir deux possibilités de formation, soit dans des classes de plein exercice pour les professions qui s'y prêtent, soit dans des cours concomitamment à la formation pratique dans les entreprises. Le Conseil Economique et Social préconise la création d'une formation élémentaire pour les futurs ouvriers spécialisés des installations de production dans l'industrie et dans l'artisanat.

— Il faudrait systématiser l'organisation pratique dans les entreprises par l'établissement de programmes de travaux à observer d'une façon efficace ; il va sans dire que la chronologie de ces programmes devrait, dans la mesure du possible, correspondre à celle des cours concomitants.

— Pour les professions où le nombre d'apprentis est peu élevé, il faudrait grouper dans un but de rationalisation les élèves dans une classe fonctionnant dans un seul centre d'enseignement.

**Les chapitres 5 et 6** devraient être adaptés aux considérations générales, ainsi qu'aux propositions de la structure, énoncées par le Conseil Economique et Social. Il souligne encore la nécessité de

créer des passerelles d'un type d'enseignement à l'autre pendant la durée entière des études, ainsi que des services de réorientation efficaces.

**Le chapitre 7** serait à concevoir de façon à rétablir l'égalité des examens de fin d'études des différents établissements et de l'apprentissage dans l'entreprise, et par là, l'uniformité des certificats d'aptitude professionnelle. Il va de soi que l'examen terminal de ces établissements ne devrait pas se faire en vase clos mais, tout comme celui de l'apprentissage, en étroite collaboration avec les représentants des différentes professions.

A cette fin, les programmes des CAP devraient être adaptés aux exigences établies pour certaines professions par les services compétents des Communautés européennes.

Dans cet ordre d'idées, seules les branches des langues et de la législation sociale constitueraient les éléments de la théorie générale, tandis que les notions d'algèbre, de géométrie, de chimie et de physique seraient intégrées, soit dans le calcul professionnel, soit dans la technologie.

Le résultat de l'examen du CAP devrait être établi à l'aide de coefficients allouant aux épreuves pratiques et aux épreuves de théorie professionnelle cinq sixièmes du total des points. Des notes faibles en langues et en législation sociale pourraient être ainsi compensées par de bons résultats aux épreuves professionnelles.

Toutefois, en vue de sauvegarder la valeur du CAP d'une part, et de stimuler les efforts des apprentis d'autre part, l'introduction de ces coefficients à l'examen comporterait comme corollaire la présentation des certificats et des résultats avec des mentions (très bien, bien, satisfaisant).

**Le chapitre 8** est donc rejeté par le Conseil Economique et Social dans son contenu fondamental, car il comporte d'un côté la création d'une formation à niveau moins élevé et exige par conséquent moins d'efforts dès le début, et d'un autre côté une discrimination de la formation dans l'entreprise vis-à-vis de celle de l'école.

Le Conseil Economique et Social s'oppose à toute solution de facilité ayant pour conséquence non pas une stimulation à l'augmentation, mais une invitation à la réduction de l'effort individuel. D'autre part, il est d'avis que les lacunes et les défauts que peut présenter l'apprentissage dans l'entreprise ne doivent pas être sanctionnés par une discrimination telle qu'elle est prévue à l'avant-projet. Il ne reste par conséquent qu'une alternative : ou bien le supprimer totalement, ou bien le réorganiser de façon à lui rendre le même taux d'efficacité que la formation dans les écoles. Le Conseil Economique et Social se prononce pour la deuxième solution.

**Le chapitre 9** reprend l'idée de cours spéciaux telle qu'elle a été développée à différentes reprises dans le présent avis.

**Le chapitre 10** devrait être conçu de façon à trouver un lien entre l'idée d'adjoindre des représentants de la profession à la surveillance et au contrôle des établissements de formation professionnelle et la proposition de créer des directions spécialisées par branches, assistées de commissions consultatives comme il a été préconisé sub 13, à partir du 6ème alinéa du présent avis.

**Le chapitre 11** amène le Conseil Economique et Social à constater que la gratuité d'un enseignement quelconque devrait comporter la mise à la disposition gratuite du matériel didactique, c'est-à-dire de manuels et de matériel scolaire.

Le Conseil Economique et Social approuve la proposition d'allouer des primes d'encouragement aux élèves méritants. Il croit cependant devoir signaler la nécessité d'annexer aux grands centres d'enseignement des cantines et des restaurants qui pratiquent des prix modiques.

### **3. LES CONCLUSIONS**

La formation professionnelle, telle qu'elle a été conçue dans l'avis du Conseil Economique et Social, représente sans aucun doute une partie très importante de notre système de formation et d'enseignement. Elle ne peut être réformée efficacement et adaptée aux besoins réels que dans le cadre d'une réforme fondée sur une conception d'ensemble de notre système scolaire.

Il va sans dire qu'une telle réforme ne pourra porter ses fruits que si les méthodes et les critères de recrutement du personnel des administrations, des entreprises privées et publiques, ouvrent aux détenteurs des certificats et des diplômes sanctionnant les différents échelons d'étude et de formation l'accès à des postes de travail adéquats.

La formation professionnelle ainsi comprise s'inscrit dans une politique globale du marché du travail qui pour le moment pose dans tous les pays hautement industrialisés, un grave problème tant économique que social.

Le Conseil Economique et Social estime qu'une solution à longue durée de ce problème ne peut être trouvée que par une très étroite

collaboration entre les autorités compétentes en matière de politique scolaire, économique et sociale et les milieux professionnels intéressés.

— — —

**Résultat du vote :**

**Le présent avis a été adopté à l'unanimité des voix des membres présents.**

Le Secrétaire Général  
Jean Moulin

Le Président  
Gustave Stoltz

Luxembourg, le 23 janvier 1968

Annexe

